

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 17 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TWE MACON**

3, rue Lavoisier  
71000 Mâcon

Références : FL/NM/2023/M\_240  
Code AIOT : 0005402629

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2023 dans l'établissement TWE MACON implanté 3, rue Lavoisier 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2023, une action régionale sur la thématique des équipements sous pression. Celle-ci a été réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action avaient pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression présents au sein des établissements exploitant des ICPE et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

La présente inspection a été réalisée au titre de cette action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site quelques équipements.

Par sondage, l'inspection des installations classées a retenu, pour son contrôle, deux équipements sous pression de la liste établie par l'exploitant en application des dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 :

- un réservoir fabriqué par la société Bayardon en 1973 ayant le numéro de série 293, un volume de 24 000 litres et une pression maximale admissible de 8 bar ;
- un réservoir d'air comprimé fabriqué par la société SIAP en 2002 ayant le numéro de série 00015, un volume de 900 litres et une pression maximale admissible de 11 bar.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TWE MACON
- 3, rue Lavoisier 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0005402629
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TWE Mâcon, spécialisée dans la production de produits textiles, exploite sur le territoire de la commune de Mâcon une installation de fabrication et de stockage de produits finis non-tissés à base fibre de polymères.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 12-00395 du 9 février 2012 modifié par les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires n° DLPE-BENV-2016-99-3 du 8 avril 2016 et n° DCL-BRENV-2021-11-9 du 11 janvier 2021.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- équipements sous pression.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
3	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
5	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
6	État d'appareils à pression	Code de l'environnement, article R. 557-14-2

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- 2 non-conformités ont été constatées, sur les thèmes suivant :
  - défaut d'informations au sein de la liste des appareils à pression ;
  - défaut de respect de la période maximale entre inspections périodiques, pour un appareil ;
- 1 demande de compléments est formulée concernant :
  - démonstration d'absence d'équipement sous pression au sein des compresseurs présents sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a été en mesure de présenter une liste des appareils à pression présents sur le site.  L'inspection des installations classées constate les manquements suivants au sein de cette liste : <ul style="list-style-type: none"><li>• type ;</li><li>• régime de surveillance ;</li><li>• date de réalisation de la prochaine inspection périodique.</li></ul> Il convient de préciser que cette liste, qui se présente sous la forme d'un tableur, mentionne les dates de réalisation des dernières requalifications périodiques. Celles des prochaines requalifications périodiques sont précisés au travers de commentaires insérés dans ce tableur. Ce dernier intègre les dates de réalisation des derniers contrôles, sans précision de leur nature et s'il s'agit effectivement d'inspections périodiques.  Par message électronique du 19 mai 2023, l'exploitant s'est engagé à revoir sa liste des appareils à pression présents sur le site, et ce, afin de répondre aux exigences du III de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017.  <b>Non-conformité :</b> l'inspection des installations classées relève une non-conformité, à la date du contrôle du 17 mai 2023, en constatant le défaut de certaines informations imposées au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.  Par ailleurs, l'inspection des installations classées a questionné l'exploitant, lors du contrôle du 17 mai 2023 et par message électronique du même jour, sur la présence éventuelle d'équipements sous pression au sein du compresseur de site fabriqué par la société Atlas Copco et ayant le numéro de série API485261. En effet, ce type d'équipement comprend souvent un récipient assurant la fonction de séparateur d'huile qui est généralement un équipement sous pression devant donc faire l'objet d'un suivi en service.  Il convient de noter que l'exploitant a présenté une attestation de requalification périodique, délivrée par l'organisme habilité Bureau Veritas, le 5 novembre 2013, concernant un séparateur

d'huile fabriqué par la société Alder en 2001 ayant le numéro de série 11863023, un volume de 41 litres et une pression maximale admissible de 14,5 bar, et ce, pour un compresseur de marque Worthington Creyssensac. Cette dernière est une filiale d'Atlas Copco. Enfin, l'exploitant a précisé n'avoir maintenant plus qu'un seul compresseur sur son site, installé dans le courant des années 2010.

**Demande de compléments :** l'exploitant démontrera à l'inspection des installations classées l'absence d'équipement sous pression au sein des compresseurs présents sur son site ou justifiera le respect des exigences de suivi en service imposées au travers de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 pour ces autres équipements, actuellement absents de sa liste des appareils sous pression.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 2 : Inspections périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification documentaire des échéances d'inspections périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...]
<b>Constats :</b> Suivant les informations de la liste établie par l'exploitant, en application des dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, l'échéance réglementaire d'inspection périodique (IP) : n'était pas respectée, au jour de l'inspection du 17 mai 2023, pour l'un des deux équipements sous pression sélectionnés par sondage, en l'occurrence, le réservoir d'air comprimé SIAP dont la dernière IP a été réalisée le 05/11/2013 à l'occasion de la dernière requalification périodique ; était respectée, au jour de l'inspection du 17 mai 2023, pour l'autre équipement sous pression sélectionné par sondage, le réservoir Bayardon dont la dernière IP a été réalisée le 05/01/2021 à l'occasion de la dernière requalification périodique, et ce, compte tenu du fait que l'inspection de requalification périodique est réalisée dans les conditions de l'inspection périodique et tient lieu d'inspection périodique suivant les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.  Pour ces équipements, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans en application du I de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Ainsi, une IP aurait dû être réalisée, pour le réservoir d'air comprimé SIAP, au plus tard le 05/03/2017 (période maximale fixée à 40 mois en application de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression, en vigueur à l'époque et à ce jour abrogé).  <b>Non-conformité :</b> l'inspection des installations classées relève une non-conformité, à la date du contrôle du 17 mai 2023, en constatant un défaut de respect de la période maximale entre les inspections périodiques pour le réservoir d'air comprimé fabriqué par la société SIAP en 2002 et ayant le numéro de série 00015, et ce, contrairement aux dispositions du I de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Inspections périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse de comptes-rendus d'inspections périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.  II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.  III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
<b>Constats :</b> En l'absence de réalisation d'inspection périodique pour le réservoir d'air comprimé fabriqué par la société SIAP en 2002 ayant le numéro de série 00015, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de compte-rendu associé.  L'inspection des installations classées renvoie vers la non-conformité relevée au travers de la deuxième fiche de constats du présent rapport d'inspection.
<b>Observations :</b> Concernant le réservoir fabriqué par la société Bayardon en 1973 ayant le numéro de série 293, la dernière opération de contrôle de suivi en service est la requalification périodique réalisée le 05/01/2021. L'inspection des installations classées renvoie vers la cinquième fiche de constats du présent rapport d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 4 : Requalifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification documentaire des échéances de requalifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Suivant les informations de la liste établie par l'exploitant, en application des dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, les échéances réglementaires des requalifications périodiques (RP) étaient respectées au jour de l'inspection du 17 mai 2023 pour les deux équipements sous pression sélectionnés par sondage (réservoir fabriqué par la société Bayardon en 1973 ayant le numéro de série 293 et réservoir d'air comprimé fabriqué par la société SIAP en 2002 ayant le numéro de série 00015) : <ul style="list-style-type: none"><li>• réservoir Bayardon : dernière RP réalisée le 05/01/2021, prochaine RP prévue par l'exploitant avant le 05/01/2031 ;</li><li>• réservoir d'air comprimé SIAP : dernière RP réalisée le 05/11/2013, prochaine RP prévue par l'exploitant avant le 05/11/2023.</li></ul> En effet, pour ces équipements la période maximale entre les requalifications périodiques est fixée au maximum à 10 ans en application du I de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 en vigueur aux échéances compte tenu des dates de mise en service susmentionnées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Requalifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse de comptes-rendus de requalifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.- L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.- Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.- Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.- Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</li><li>- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection des installations classées a consulté les comptes-rendus des dernières requalifications périodiques (RP) réalisées respectivement par les organismes habilités Apave et Bureau Veritas pour les deux équipements sous pression sélectionnés par sondage (réservoir fabriqué par la société Bayardon en 1973 ayant le numéro de série 293 et réservoir d'air comprimé fabriqué par la société SIAP en 2002 ayant le numéro de série 00015) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• réservoir Bayardon : rapport no 11843582-001-1 du 05/01/2021 ;</li><li>• réservoir d'air comprimé SIAP : rapport no 137220291.2.RQ du 05/11/2013.</li></ul> <p>Les deux comptes-rendus consultés n'incluent pas d'observation contredisant le maintien en service des équipements.</p> <p>L'inspection des installations classées relève :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'adéquation des caractéristiques des deux équipements sous pression sélectionnés par sondage avec les caractéristiques des accessoires de sécurité précisées sur les deux comptes-rendus de RP consultés :</li><li>◦ réservoir Bayardon : pression de tarage de la soupape à 7,5 bar soit à une pression inférieure à la pression maximale admissible de l'équipement de 8 bar ;</li><li>◦ réservoir d'air comprimé SIAP : pression de tarage de la soupape à 11 bar soit à une pression égale à la pression maximale admissible de l'équipement de 11 bar ;</li><li>• que les deux comptes-rendus de RP consultés sont signés par l'intervenant.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : État d'appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b> Lors du contrôle visuel de terrain effectué sur les deux équipements sous pression sélectionnés par sondage (réservoir fabriqué par la société Bayardon en 1973 ayant le numéro de série 293 et réservoir d'air comprimé fabriqué par la société SIAP en 2002 ayant le numéro de série 00015), l'inspection des installations classées n'a constaté ni de dégradation ou de déformation apparente, ni de fuite ou d'échappement, ni de corrosion.  Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté la cohérence des informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• mentionnées au sein de la liste établie par l'exploitant en application des dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et des comptes-rendus des dernières requalifications périodiques (RP) :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ la raison sociale du fabricant ;</li><li>◦ l'identification de série ;</li></ul></li><li>• mentionnées seulement au sein des comptes-rendus des dernières RP :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ la pression maximale admissible ;</li><li>◦ le volume ;</li></ul></li></ul> avec celles des plaques signalétiques des deux équipements sélectionnés par sondage, mentionnées à l'article R. 557-10-7 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite